

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Wahlen
Schlagworte	Landsgemeinde, Kommunale Ersatzwahlen
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2023

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Bernath, Magdalena
Brändli, Daniel
Bühlmann, Marc
Gilg, Peter
Heer, Elia
Hohl, Sabine
Müller, Eva
Porcellana, Diane
Rinderknecht, Matthias
Schoenholtz, Stephan

Bevorzugte Zitierweise

Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Bühlmann, Marc; Gilg, Peter; Heer, Elia; Hohl, Sabine; Müller, Eva; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Schoenholtz, Stephan 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen, Landsgemeinde, Kommunale Ersatzwahlen, 1979 - 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Parlamente	3
Wahlen in kantonale Regierungen	3
Kantonale Ersatzwahlen	6
Kommunale Ersatzwahlen	6
Ständeratsersatzwahlen	14

Abkürzungsverzeichnis

EDA Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
VCS Verkehrs-Club der Schweiz

DFAE Département fédéral des affaires étrangères
ATE Association transports et environnement (ci-devant AST)

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Wahlen

Wahlen

WAHLEN
DATUM: 01.01.2016
DIANE PORCELLANA

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.¹

WAHLEN
DATUM: 01.01.2017
DIANE PORCELLANA

Les cantons du Valais, de Neuchâtel, de Vaud et de Soleure ont renouvelé leurs autorités durant l'année 2017. Les Conseils d'Etat de Neuchâtel et de Vaud n'ont pas connu de changement en terme de composition partisane. Alors que l'UDC a perdu un siège à l'exécutif valaisan et le PLR a l'exécutif soleurois, les deux partis les ont conservés lors des élections complémentaires organisées à Schaffhouse et en Appenzell Rhodes-Extérieures. Lors de la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures, le siège PDC a pu être maintenu. Les villes de St-Gall et de Winterthour ont également appelé leurs citoyennes et citoyens en cours de législature. Une deuxième

femme a rejoint l'exécutif de la ville de St-Gall, l'exécutif a pris un virage à gauche et le PDC n'y est plus représenté pour la première fois depuis cent ans. Dans la seconde ville, les Verts ont assuré leur unique siège.

Quant aux législatifs, le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Vaud (+11 sièges) et de Neuchâtel (+8). Il devient le parti le plus fort (49 sièges) au Grand conseil vaudois, détrônant ainsi le PS (37 sièges). Toutefois, la droite ne parvient pas à former une majorité au parlement cantonal. Le PDC a perdu des sièges en Valais (-6 fauteuils), dans les cantons de Soleure (-4) et de Vaud (-4). Les Vert'libéraux suivent la voie, avec la perte d'un siège à Soleure et à Neuchâtel. Dans les cantons romands, les Verts assoient leur présence. Alors que le PS s'est affaibli dans le canton de Vaud, il s'est renforcé à Soleure. L'UDC enregistre une grande défaite à Neuchâtel, avec la perte de 11 sièges.

La part des femmes dans les législatifs cantonaux et communaux a légèrement augmenté par rapport aux élections précédentes, avec 27.2% au niveau cantonal et 39.6% à l'échelon communal. C'est le canton de Neuchâtel, qui a vu croître largement sa part de femmes au législatif cantonal avec 13 femmes supplémentaires en 2017. Deux nouvelles femmes siègent à présent dans les exécutifs de Vaud et de Soleure. Le présence d'une femme a pu être assurée lors de l'élection complémentaire du gouvernement schaffhousois. Sur l'ensemble des cantons, le PS possède le plus de représentantes dans les exécutifs, avec 13 femmes.

Durant l'année, la population neuchâteloise a accepté le projet de circonscription unique pour l'élection du Grand conseil en 2021. Des fraudes électorales auraient eu lieu en Valais, une enquête pénale a été ouverte afin de confirmer les soupçons. La société civile s'est particulièrement impliquée lors de l'élection du gouvernement valaisan, notamment avec le mouvement «Coupons-lui la voie» à l'encontre du ministre sortant Oskar Freysinger (udc).²

WAHLEN
DATUM: 01.01.2018
DIANE PORCELLANA

Durant l'année **2018, les autorités des cantons de Berne, de Nidwald, d'Obwald, de Zoug, de Glaris, des Grisons et de Genève ont été renouvelées.** Le PLR a sauvé ses sièges laissés vacants dans les exécutifs de Berne, de Nidwald, de Zoug et de Genève. Le PS a réussi à maintenir les siens à Berne et aux Grisons; tout comme le PBD à Glaris, le PCS à Obwald, les Verts à Berne et l'UDC à Nidwald.

Alors que le PDC avait assuré son siège lors de l'élection complémentaire de 2016 à Obwald, il l'a finalement perdu au profit de l'UDC. En Appenzell Rhodes-Intérieures, Thomas Rechsteiner (pdc), en retrait, a lui aussi été remplacé par un UDC, Ruedi Eberle. Le Parti du centre a récupéré un des deux fauteuils du PBD aux Grisons et celui de l'Alternative verte à Zoug. Le conseiller d'Etat sortant genevois Luc Barthassat (pdc) n'a pas été réélu, tout comme les conseillers municipaux des villes de Zürich et Winterthour, respectivement Josef Lisibach (udc) et Claudia Nielsen (ps). Enfin, lors de l'élection complémentaire organisée dans le canton de Fribourg, le siège Vert a été cédé au PLR.

S'agissant des législatifs cantonaux, le PS a gagné au total 13 sièges (BE: +5; OW: +2; GL: +1; ZG: +2; GR: +3), mais en a perdu 3 à Genève. A l'inverse, le PDC a remporté un douzième mandat à Genève et a vu son nombre de représentants diminuer dans plusieurs cantons (OW: -3; NW: -1; ZG: -1; GR: -1). Le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Berne (+3 sièges), des Grisons (+3), de Genève (+4) et de Nidwald (+2). Dans les autres cantons, il en a perdu 4 (OW: -2; GL: -1; ZG: -1). Les Verts ont surtout progressé à Genève avec un gain de 5 mandats. Ils ont décroché un dixième siège au parlement zougais et ont cédé 2 des leurs à Berne. Les Vert'libéraux ont obtenu 2 sièges supplémentaires à Glaris et 1 aux Grisons. Sauf à Obwald (+2) et aux Grisons (-), l'UDC n'a enregistré que des pertes (BE: -3; GE: -3; NW: -2; GL: -2; ZG: -1). Il a cédé 3 fauteuils à Winterthour et le double dans la ville de Zürich. Le PBD figure également parmi les perdants avec 7 députés en moins (GR: -5; GL: -1; BE: -1), tout comme le MCG (GE: -8) et le PEV (BE: -2).

Il n'y a eu que dans le législatif du canton d'Obwald et de la ville de Zürich, où le nombre de femmes s'est amoindri par rapport aux élections précédentes (OW: de 16 à 14 sièges; Zürich: de 42 à 40). La présence féminine au gouvernement zougais est assurée avec l'élection de Silvia Thalmann-Gut (pdc). Berne et Genève comptent désormais une ministre supplémentaire. Le gouvernement grisonnais est devenu exclusivement masculin suite au départ de Barbara Janom Steiner (pbd), et Anne-Claude Demierre (FR, ps) n'a plus de collègue féminine suite à la démission de Marie Garnier (FR, verts). L'exécutif de Winterthour possède une femme de plus dans ses rangs, avec l'élection

de la socialiste Christa Meier.

En parallèle des élections cantonales et communales, le Conseil national n'a pas donné suite à une initiative parlementaire prônant une représentation équilibrée des sexes au Parlement. Il a également, lors du vote final, rejeté le projet pour la souveraineté des cantons en matière de procédure électorale. Enfin, l'auteur de la fraude électorale, lors des élections cantonales valaisannes 2017, a été condamné à 12 mois de prison avec sursis.³

Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN
DATUM: 29.05.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Zu den alljährlich an der Landsgemeinde stattfindenden **Erneuerungswahlen des Parlaments** lassen sich keine Zahlen zur parteipolitischen Zusammensetzung angeben, wie in Ausserrhoden treten auch hier nicht verschiedene Parteien gegeneinander an. Da es in **Appenzell-Innerrhoden** neben der CVP keine anderen Parteien gibt, darf angenommen werden, dass auch die grosse Mehrheit der Parlamentarier dieser Partei zumindest nahesteht. Auf die Einführung des kantonalen Frauenstimm- und -wahlrechts wird an anderer Stelle eingegangen.⁴

WAHLEN
DATUM: 05.05.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den alljährlich eine Woche nach der Innerrhoder Landsgemeinde stattfindenden Erneuerungswahlen des Parlaments wurde – nachdem 1990 das Frauenstimm- und Wahlrecht eingeführt worden war – **erstmalig eine Frau ins 61köpfige Parlament gewählt**. Da es im Innerrhoder Parlament keine Fraktionen gibt können nur ungefähre Angaben zur parteipolitischen Zusammensetzung des Parlaments gemacht werden. Die grosse Mehrheit der Parlamentsmitglieder gehört der CVP an oder steht ihr zumindest nahe.⁵

WAHLEN
DATUM: 02.05.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei der alljährlich eine Woche nach der Innerrhoder Landsgemeinde stattfindenden Erneuerungswahl des Innerrhoder Parlaments, in welchem neben der CVP offiziell keine anderen Parteien existieren, wurden **vier Frauen neu in den 65köpfigen Rat gewählt**, womit deren Vertretung auf sieben anstieg.⁶

WAHLEN
DATUM: 06.06.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Gesamterneuerungswahlen für den Ausserrhoder Kantonsrat, die alle drei Jahre im Majorzwahlverfahren eine Woche nach der Landsgemeinde durchgeführt werden, wurden im ersten Wahlgang alle wiederkandidierenden bisherigen Ratsmitglieder bestätigt, weshalb im wesentlichen **keine Veränderung des Kräfteverhältnisses** der verschiedenen Gruppierungen stattfand. Die parteipolitische Zusammensetzung ist nur ungefähr zu bestimmen, da viele Ratsmitglieder nur einer Partei nahestehen, ihr aber nicht angehören. Rund vier Fünftel der Kantonsratsmitglieder sind der FDP zuzuordnen, die übrigen verteilen sich auf SP, CVP und SVP. Die Anzahl der Sitze im Rat wurde im übrigen von 58 auf 63 erhöht, wovon vor allem die Frauen profitieren konnten, die zehn Mandate erobern konnten (bisher vier).⁷

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 18.03.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Glarner Regierungsratswahlen, welche immer vor den Landratswahlen und vor der Landsgemeinde stattfinden, wurden bei einer Stimmbeteiligung von 51% **für die zurückgetretenen Emil Fischli (cvp) und Martin Brunner (sp) die Kandidaten Rudolf Gisler (cvp) und Werner Marti (sp) gewählt**. Ein zweiter sozialdemokratischer Kandidat erreichte zwar ebenfalls das absolute Mehr, schied aber als überzählig aus der Wahl. Zwei parteilose Kandidaten erlangten das absolute Mehr nicht. Die **bisherigen Regierungsräte wurden alle bestätigt**.⁸

WAHLEN
DATUM: 29.04.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Auch an der Obwaldner Landsgemeinde konnten sich die Kampfkandidaturen der Unabhängigen und der Frauen nicht durchsetzen. Im Ausscheidungsverfahren gewann Josef Nigg (cvp) in einem ersten Durchgang die Wahl gegen sämtliche Gegenkandidaten von CSP, den Unabhängigen und die einzige Frau, Trudy Abächerli (fdp). Im zweiten Durchgang setzte sich Hans Hofer (csp) gegen die verbliebenen Kandidaten durch, wobei die Endausmarchung gegen den Unabhängigen Bruno Santini relativ knapp ausfiel. Zwei Tage nach der Landsgemeinde wurde allerdings ein Formfehler in Bezug auf das Ausscheidungsverfahren im zweiten Durchgang entdeckt. Deshalb musste die Wahl Hans Hofers an einer zweiten Landsgemeinde wiederholt werden, obwohl sich die übrigen Kandidaten und die einzige Kandidatin nicht mehr zur Wahl stellten. Insgesamt hat die **CVP die absolute Mehrheit zurückgewonnen**, die Schwesterpartei CSP konnte ihren Regierungssitz halten, die FDP hielt ihre zwei Sitze (der 1989 zurückgetretene Hans Hess war parteilos).⁹

WAHLEN
DATUM: 29.04.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

An der Nidwaldner Landsgemeinde in Wil bei Stans wurde der Regierungsrat in derselben parteipolitischen Zusammensetzung gewählt wie bisher: Er **bleibt ein rein bürgerliches Organ bestehend aus fünf CVP- und vier FDP-Mitgliedern**. Neu wurden die beiden Christlichdemokraten Viktor Furrer und Ferdinand Keiser sowie der Freisinnige Werner Keller in die Regierung gewählt. Die beiden Kampfkandidaten des "Demokratischen Nidwalden" blieben erfolglos. Im übrigen lehnten die rund 7000 Teilnehmer an der Landsgemeinde die Vorlage des Landrates zur Reduktion der Zahl der Regierungsmitglieder von neun auf sieben ab. Die Vorlage war nur von der FDP unterstützt, aber auch vom Gesamtregierungsrat zur Annahme empfohlen worden.¹⁰

WAHLEN
DATUM: 29.04.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die **Ausserrhoder Landsgemeinde in Trogen, erstmals mit Frauenbeteiligung**, wählte in einem spannenden Ausscheidungskampf Ernst Graf (fdp) als Nachfolger für Hans Mettler (fdp) in die Regierung. Er hatte überraschend starke Konkurrenz von der parteilosen Elisabeth Eschler erhalten. Als neuer Landammann wurde Hans Höhener (fdp) gewählt.¹¹

WAHLEN
DATUM: 29.04.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

An der Innerrhoder Landsgemeinde wurden **Walter Bischofberger und Alfred Wild als Ersatz für die zurücktretenden Paul Zeller und Hans Breu gewählt**. Die Frage der Reduktion der Standeskommission (Exekutive) von neun auf sieben Mitglieder wurde an der Landsgemeinde nicht vorgebracht, nachdem der Grosse Rat sich gegen die Vorlage ausgesprochen hatte.¹²

WAHLEN
DATUM: 24.04.1994
EVA MÜLLER

Fünf Jahre nach Einführung des Frauenstimmrechts wählte **Ausserrhoden** - als zweiter Kanton nach Bern - gleich **zwei Frauen** in die Regierung. Während die fünf Bisherigen an der Landsgemeinde problemlos ihre Wiederwahl schafften, bewarben sich insgesamt sechs Kandidaten für die freiwerdenden Sitze von Hans Ueli Hohl und Alfred Stricker (beide fdp), darunter auch erstmals die kleinen Parteien CVP und SVP. Mit Marianne Kleiner (fdp) und der ebenfalls von der FDP portierten Alice Scherrer (parteilos) schafften die beiden weiblichen Kandidaten den Sprung in den Regierungsrat, zumal sie auch von der SP und dem Bunten Ausserrhoden Unterstützung erhielten. Ausserrhoden ist damit der erste Ostschweizer Kanton, in dem Frauen Einzug in die Exekutive hielten.¹³

WAHLEN
DATUM: 24.04.1994
EVA MÜLLER

In **Innerrhoden** wurden bei den jährlich stattfindenden Regierungsratswahlen an der Landsgemeinde sämtliche neun CVP-Regierungsräte bestätigt.¹⁴

WAHLEN
DATUM: 24.04.1994
EVA MÜLLER

Die **Nidwaldner Regierung behielt ihre Zusammensetzung** von fünf Christlichdemokraten und vier Liberalen (FDP). Als Ersatz für Kurt Blöchlinger wurde von der Landsgemeinde der Liberale Roberto Geering gewählt. Er siegte knapp vor dem Nagra-Gegner Leo Odermatt vom Demokratischen Nidwalden und deutlich vor der wild kandidierenden Susanne Tobler (fdp). In **Obwalden** wurden an der Landsgemeinde die vier bisherigen Regierungsmitglieder, welche sich einer Wiederwahl stellen mussten, bestätigt.¹⁵

WAHLEN
DATUM: 26.04.2015
MARC BÜHLMANN

Regelmässig an der Landsgemeinde werden im Kanton **Appenzell Innerrhoden** auch die Mitglieder der Regierung – die **Standeskommission** – bestätigt oder neu gewählt. Dies war auch Ende April 2015 der Fall. Von den sieben bisherigen Mitgliedern stellten sich sechs der Wiederwahl. Einzig Lorenz Koller (cvp), der das Amt als Landeshauptmann (Land- und Forstwirtschaftsdepartement) innehatte, stellte sein Mandat aus gesundheitlichen Gründen zur Verfügung.

Die Landsgemeinde bestätigte die sechs Bisherigen. Das alle zwei Jahre rotierende Amt des regierenden Landammanns kam dabei neu Roland Inauen (parteilos) zu, der Daniel Fässler (cvp) ablöste, der seinerseits zum stillstehenden Landammann gewählt wurde. Frau Statthalter (Gesundheits- und Sozialdepartement) blieb Antonia Fässler (cvp), Thomas Rechsteiner (cvp) wurde als Säckelmeister (Finanzdepartement) bestätigt, Stefan Sutter (cvp) als Bauherr (Bau- und Umweltdepartement) und Martin Bürki (parteilos) als Landesfähnrich (Justiz-, Polizei- und Militärdepartement). Die Besetzung aller sechs Ämter wurde ohne Gegenvorschlag bestätigt.

Für die Nachfolge von Lorenz Koller wurden im Ring drei Namen gerufen. Neben Stefan Müller (parteilos) und Ruedi Eberle (svp), der bereits 2014 für die SVP erfolglos in die Kantonsregierung einziehen wollte, fiel auch der Name des Grossrats Josef Schmid (parteilos), der allerdings erklärte, aus beruflichen Gründen nicht für das Amt zur Verfügung zu stehen. Im zweiten Wahlgang – im ersten schied Schmid mit wenigen Stimmen aus – erhielt Stefan Müller deutlich mehr Stimmen als Ruedi Eberle und wurde damit zum neuen Landeshauptmann gewählt.

Mit der Wahl des Parteilosen Müller verlor die CVP also einen Sitz zu Gunsten der Parteilosen. Der SVP war es erneut nicht gelungen, in die Standeskommission einzuziehen. Parteien spielen in der Politik des Kleinstkantons allerdings offiziell keine Rolle. Wahlen sind in der Regel Personenwahlen. Müller war vom Bauernverband portiert worden, während Eberle das Gewerbe hinter sich hatte. Die dritte politische Kraft, die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, hatte keine Empfehlung abgegeben.¹⁶

WAHLEN
DATUM: 28.04.2019
DIANE PORCELLANA

Roland Dähler (sans parti) **et Jakob Signer** (sans parti) **siégeront à l'exécutif cantonal d'Appenzell Rhodes-Intérieures**, à la place de Daniel Fässler (pdc) et de Martin Bürki (sans parti).

Daniel Fässler, à la fois conseiller national et président du Conseil d'Etat, avait donné sa démission du gouvernement cantonal en novembre. Il souhaitait se concentrer sur son mandat national. En début d'année, après la démission du conseiller aux Etats Ivo Bischofberger (pdc, AI), il s'est porté candidat pour le remplacer. Lors de la Landsgemeinde, il sera choisi pour représenter le canton à Berne. Son successeur au niveau cantonal, Roland Dähler, avait deux concurrents PDC, Lorenz Gmünder et Bruno Huber. Sans couleur politique, il raflera le siège du PDC et sera à la tête du département de l'économie.

Le jour de la Landsgemeinde, Jakob Signer sera également élu au gouvernement cantonal, une semaine après s'être lancé dans la course. Alors qu'il n'avait pas envisagé siéger à l'exécutif, il était revenu sur sa décision à la suite du décès, début avril, du conseiller d'Etat Martin Bürki. Il a pu compter sur le soutien des sections cantonales du PDC, du PLR et de l'UDC. Il reprendra le département de justice, police et des affaires militaires.

Ainsi, le gouvernement cantonal sera composé d'un UDC, de deux PDC et de quatre membres sans couleur politique. Roland Inauen (sans parti) occupera la fonction de Landammann.¹⁷

WAHLEN
DATUM: 23.08.2020
ELIA HEER

Im Vorfeld der **Bestätigungswahlen 2020** der Mitglieder der **Appenzell Innerrhodner Standeskommission**, der kantonalen Exekutive, kündigte die amtierende Frau Statthalter Antonia Fässler (cvp) überraschend ihren Rücktritt an. Der Zeitpunkt des Rücktrittes der amtierenden Vorsteherin des kantonalen Gesundheits- und Sozialdepartementes löste einiges Unverständnis aus, kam er doch nur wenige Wochen vor einem geplanten Entscheid der Standeskommission über die Zukunft eines Neubauprojektes des Spitals Appenzell. Fässler selbst begründete ihren Entscheid mit ihrem Alter und beruflichen Plänen. Für sie sei es an der Zeit, noch einmal etwas Neues zu probieren. Als Kandidatin für Fässlers Nachfolge liess sich einzig die derzeitige Grossratspräsidentin Monika Rüegg Bless (cvp) aufstellen. Aufgrund der Coronavirus-Pandemie konnten die Stimmberechtigten nicht wie geplant am 26. April 2020 an der Landsgemeinde über die Kandidatur befinden. Die Wahl wurde auf den 23. August verlegt und fand erstmals an der Urne statt. Für die restlichen Mitglieder der Standeskommission wurden bis am 7. Juli keine Gegenvorschläge erhoben, womit sie

alle automatisch für ein weiteres Jahr im Amt bestätigt waren. Deshalb richteten sich am 23. August alle Augen im Kanton auf Rüegg Bless, welche schlussendlich 2759 Stimmen erhielt und das absolute Mehr von 1463 Stimmen deutlich übertraf. Rüegg Bless zieht damit als 120. Person in die Ständekommission ein – als erst dritte Frau und als erstes Mitglied, welches per Urnenwahl gewählt wurde.¹⁸

Kantonale Ersatzwahlen

WAHLEN
DATUM: 26.04.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Obwaldner Landsgemeinde hat mit Maria Küchler-Flury (cvp) als Nachfolgerin für den zurückgetretenen Landammann Alexander Höchli die **erste Frau in den Regierungsrat gewählt**. Die übrigen Regierungsräte wurden alle bestätigt.¹⁹

WAHLEN
DATUM: 26.04.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

An der Ausserrhoder Landsgemeinde wurde **Ueli Widmer (fdp) als Ersatz für den altershalber zurücktretenden Hansjakob Niederer gewählt**; der Gewählte ist mit 31 Jahren das jüngste Mitglied einer kantonalen Regierung.²⁰

Kommunale Ersatzwahlen

WAHLEN
DATUM: 21.10.1979
PETER GILG

A Berne, la mort du socialiste R. Tschäppät, président de la ville, a provoqué une élection complémentaire. Tandis que le siège au sein de l'exécutif a été tacitement repourvu par le PS, le PRD entra dans l'arène pour la présidence de la ville en présentant la candidature de W. Bircher, directeur des finances municipales, qui l'emporta sur le conseiller national H. Bratschi (PS), grâce au soutien des partis du centre et de la droite, hormis l'Alliance des indépendants.²¹

WAHLEN
DATUM: 20.05.1984
PETER GILG

A Lucerne, la mort inattendue du radical M. Luchsinger, président de la ville et directeur des travaux publics, a nécessité à l'exécutif une élection complémentaire. Au sein de son parti, le choix d'un successeur s'est porté sur la personne de F. Kurzmeyer, juge cantonal. Les POCH ont manifesté leur opposition en présentant la candidature de L. Schelbert, membre du législatif communal. Avec le soutien des démocrates-chrétiens Kurzmeyer l'a emporté, les socialistes ayant pour leur part accordé la liberté de vote. Son adversaire a par ailleurs recueilli un quart des voix.²²

WAHLEN
DATUM: 02.05.1993
MATTHIAS RINDERKNECHT

Nachdem der im Dezember 1992 bei den letzten Gesamterneuerungswahlen bestätigte Stadtberner Finanzdirektor Josef Bossart (cvp) auf Druck der neuen rot-grünen Regierungsmehrheit in die Gesundheits- und Fürsorgedirektion wechseln musste, trat er im Januar zurück. Als Nachfolgerin wurde **Stadträtin Ursula Begert (svp) nominiert und bei einer Stimmbeteiligung von 23,1% gewählt**. Der von der AP und den SD unterstützte Gegenkandidat, Jean-Daniel Flückiger von der EDU, blieb chancenlos. Mit der Wahl Begerts konnte die SVP ihren 1992 verlorenen Sitz wieder zurückgewinnen und verdrängte gleichzeitig die CVP aus der Regierung. Die Wahl Begerts hat auch eine historische Dimension, weil zum ersten Mal in einer schweizerischen Exekutive die Frauen die Mehrheit bilden.²³

WAHLEN
DATUM: 12.03.2000
DANIEL BRÄNDLI

Fürsorge- und Umweltdirektor **Pierre Tillmanns (sp)**, der Kopf der Linksallianz, **stellte im Berichtsjahr sein Amt zur Verfügung**, nachdem er im vergangenen Jahr in den Nationalrat gewählt worden war. Als Kandidat der SP wurde der im Bundesamt für Statistik tätige Historiker Jean-Christoph Bourquin aufgestellt. Gegen die Linksallianz zog der **Freisinnige Olivier Français** als Sprengkandidat in den Kampf. Zwei weitere Kontrahenten stellten sich zur Wahl, der parteilose Künstler François-Xavier Martin und der ehemals Freisinnige Bertrand Sonnay, der sich für die Gruppe der „Nichtstimmenden“ aufstellen liess. Im zweiten Wahlgang setzte sich der FDP-Kandidat mit 155 Stimmen Vorsprung gegen Bourquin durch. In der Lausanner Exekutive verfügt die Linke (sp, pda, gp) weiterhin über die absolute Mehrheit.²⁴

WAHLENDATUM: 01.04.2001
MAGDALENA BERNATH

Ende des Vorjahres **gab Aurelia Favre (sp)**, zermürbt durch ständige Angriffe seitens der SVP, **vorzeitig ihren Rücktritt bekannt**. Um einen zweiten Sitz im siebenköpfigen Stadtrat (3 SP, 2 FDP, 1 SVP, 1 CVP) zu erobern, schickte die SVP Nationalrat Jürg Stahl ins Rennen. Die SP kandidierte mit ihrer Fraktionspräsidentin Pearl Pedernana, die EVP portierte Ruth Kleiber. Im ersten Wahlgang vom 4. März lag Stahl mit 63 Stimmen Vorsprung auf dem ersten Platz, verfehlte aber das absolute Mehr um 1600 Stimmen. Auch der zweite Wahlgang vom 1. April wurde zu einem Kopf-an-Kopf-Rennen: Die erste Auszählung ergab 37 Stimmen Vorsprung für Pedernana, die Nachzählung kippte das Resultat mit nur einer einzigen Stimme Vorsprung zugunsten von Stahl. Da der Zürcher Regierungsrat eine Beschwerde der SP guthiess, musste Winterthur die Stimmzettel des zweiten Wahlgangs nochmals auszählen. Nach einer elfstündigen Nachzählung am 30. September – es musste solange gezählt werden, bis zweimal dasselbe Ergebnis vorlag – kehrte das Wahlergebnis erneut. Nun **erhielt Pedernana eine einzige Stimme mehr als Stahl**. Dieser akzeptierte seine Niederlage. Da auch gegen diese Nachzählung zwei Beschwerden eingereicht wurden, die der Zürcher Regierungsrat aber abwies, konnte Pedernana ihr Amt erst am 22. November, nur dreieinhalb Monate vor den Gesamterneuerungswahlen im März 2002, antreten.²⁵

WAHLENDATUM: 10.07.2005
MAGDALENA BERNATH

Für die **Nachfolge des in die Zürcher Regierung gewählten Hans Hollenstein (cvp)** nominierten die Christlichdemokraten Michael Künzle, Staatsanwalt und Fraktionschef im Stadtparlament. Die Grünen schickten ihre kantonale Kopräsidentin, Marlies Bänziger, ins Rennen, und die SVP setzte auf Gemeinderätin Gisela Beutler. Im ersten Wahlgang von Anfang Juni erzielte CVP-Kandidat Künzle, der auch von der FDP und der EVP unterstützt wurde, mit 42% der Stimmen das beste Resultat. Die grüne Kandidatin Marlies Bänziger erreichte 31% – die SP hatte sich mit ihrer Empfehlung etwas schwer getan, weil die Linke im Stadtrat bereits gut vertreten ist. Gisela Beutler von der SVP kam auf 26%. Die Wahlbeteiligung lag bei 48,6%. Im Juli bestimmten die Winterthurerinnen und Winterthurer dann bei einer Beteiligung von 35,6% **Michael Künzle (cvp)** zum neuen Stadtrat. Er erreichte 61% der Stimmen, auf Marlies Bänziger (gp) entfielen 36,8%. Gisela Beutler (svp) war nicht mehr angetreten, und die SVP hatte den bürgerlichen Kandidaten zur Wahl empfohlen. Damit besteht der Winterthurer Stadtrat weiterhin aus 3 SP, 2 FDP, 1 CVP und 1 EVP.²⁶

WAHLENDATUM: 12.02.2006
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Eine **zweifache Ersatzwahl** wurde im St. Galler Stadtrat (Exekutive) notwendig, als nach Hubert Schlegel (fdp) auch Stadtpräsident Franz Hagmann (cvp) im Juni seinen gesundheitsbedingten Rücktritt erklärte. Die zwei neu zu besetzende Mandate machten eine Neuverteilung der Mehrheitsverhältnisse in der 5-köpfigen Stadtregierung durchaus möglich und führten zu einer politischen Richtungswahl. CVP und FDP, die bisher je 2 Sitze inne hatten, standen vor der Aufgabe, ihre klare bürgerliche Mehrheit in der städtischen Regierung zu verteidigen. Die SP sah ihre Chance, auf Kosten einer der beiden Parteien einen zweiten Sitz zu gewinnen, während die SVP hoffte, endlich mit einem Vertreter in den Stadtrat einziehen zu können. Nach verschiedenen Erwägungen zu einem Wahlbündnis zwischen den drei bürgerlichen Parteien entschieden CVP und FDP, gemeinsam, aber ohne die SVP anzutreten. Dieses Bündnis schaltete insofern jegliche Konkurrenz zwischen den beiden Kandidaten Nino Cozzio (cvp) und Thomas Scheitlin (fdp) aus, als darin auch die Bewerbung Scheitlins für das Amt des Stadtpräsidenten vorgesehen war. Neben diesem bürgerlichen Ticket stellten sich unter anderem Peter Dörflinger (sp) und Heinrich Seger (svp) für die frei werdenden Mandate wie auch für das Stadtpräsidium zur Wahl. Der Wahlkampf ging gleich im ersten Wahlgang **klar zugunsten der Kandidaten von CVP und FDP** aus, die beide das absolute Mehr schafften. Dörflinger von der SP blieb um gut 2000 Stimmen hinter den Gewählten zurück, er machte aber immerhin rund doppelt so viele Stimmen wie der SVP-Kandidat. Auch im Kampf um das **Stadtpräsidium** konnte sich **Thomas Scheitlin (fdp)** klar mit 9660 zu 7219 Stimmen gegen Peter Dörflinger (sp) durchsetzen. Damit behält St.Gallen als einzige grosse Schweizer Stadt eine Regierung mit einer bürgerlichen Mehrheit (2 CVP, 2 FDP, 1 SP). Der SVP gelang es einmal mehr nicht, in einer kantonalen oder städtischen Exekutive Fuss zu fassen.²⁷

WAHLEN
DATUM: 01.06.2008
SABINE HOHL

Bei der Ersatzwahl zur Besetzung des nach dem **Rücktritt** von **Monika Stocker (gp)** frei gewordenen Sitzes in der Zürcher Exekutive traten Ruth Genner (gp), Mauro Tuena (svp), Michael Burkhard (Jungfreisinnige) und Markus Alder (sd) an. Genner erhielt Unterstützung durch die SP, Burkhard durch FDP und CVP. Bei der Ersatzwahl ging es auch um das **Fortbestehen der links-grünen Mehrheit** im nach der Formel 4 SP, 1 GP, 3 FDP und 1 CVP zusammengesetzten Stadtrat. Genner konnte sich bei der Wahl sehr deutlich durchsetzen, sie lag in allen Wahlkreisen vorn und holte insgesamt 60,2% aller Stimmen. Tuena (svp) erreichte 28,7% der Stimmen, Michael Burkhard 8,2% und Markus Alder 1,0%.²⁸

WAHLEN
DATUM: 29.03.2009
SABINE HOHL

Nach dem **Rücktritt** von **Stadtpräsident Elmar Ledergerber (sp)** waren das Amt des Stadtpräsidenten und ein Sitz in der Zürcher Exekutive neu zu besetzen. Die SP nominierte Corine Mauch als Stadtpräsidentin und als neues Mitglied des Stadtrats. Die FDP stellte für das Amt der Stadtpräsidentin Kathrin Martelli auf, Chefin des Hochbaudepartements und seit 14 Jahren Stadträtin. Die SVP trat mit Roger Liebi für einen Sitz im Stadtrat an, in dem sie seit 1990 nicht mehr vertreten ist. SVP und FDP unterstützten sich offiziell gegenseitig, führten aber keine gemeinsame Kampagne. Hinter Martelli (fdp) standen zudem CVP, EVP und Grünliberale, hinter Mauch die Grünen. Für den frei gewordenen Sitz in der Exekutive kandidierte auch Ernst Danner (evp). Im ersten Wahlgang wurde Mauch (sp) mit grossem Vorsprung in den Stadtrat gewählt. Liebi (svp) lag fast 30'000 Stimmen hinter ihr zurück. Danner (evp) erhielt nur 4842 Stimmen. Weder Mauch (sp) noch Martelli (fdp) erreichten das absolute Mehr bei der Wahl der Stadtpräsidentin. Martelli lag mit 39'408 Stimmen leicht vor Mauch, die 38'120 Stimmen holte. Gut 4000 Stimmen gingen an Vereinzelte. Die Stadtzürcher SVP war enttäuscht über das schlechte Ergebnis von Liebi, das sie auf mangelnde Unterstützung der FDP zurückführte, und entzog Martelli für den zweiten Wahlgang die Unterstützung. In diesem wurde **Mauch (sp)** mit deutlichem Vorsprung zur Stadtpräsidentin **gewählt**. Mauch holte 41'745 Stimmen, Martelli nur noch 30'851. Mauch konnte sich in allen Wahlkreisen durchsetzen. Sie ist die erste Frau im Zürcher Stadtpräsidium. Martelli (fdp) gab nach ihrer Niederlage ihren Rücktritt als Stadträtin auf die Gesamterneuerungswahlen 2010 hin bekannt.²⁹

WAHLEN
DATUM: 19.12.2010
MARC BÜHLMANN

Nach 20 Jahren im Amt **trat der Bieler Stadtpräsident Hans Stöckli zurück**, weil er sich künftig auf die nationale Politik zu konzentrieren gedenkt. Der amtierende Nationalrat kündigte nach der Wahl von Simonetta Sommaruga in den Bundesrat an, 2011 für die SP den Ständeratssitz verteidigen zu wollen. Für die Wahl in das Bieler Stadtpräsidium dürfen sich lediglich vollamtliche Gemeinderäte aufstellen lassen. Die Exekutive in Biel besteht aus vier nebenamtlichen und vier vollamtlichen Gemeinderäten. Für die Grünen trat die Gemeinderätin im Nebenamt Barbara Schwickert an. Aber auch der vollamtliche Gemeinderat der FDP, Hubert Klopfenstein meldete sein Interesse an. Seine Kandidatur war deshalb umstritten, weil Klopfenstein aufgrund der Amtszeitbeschränkung 2012 aus der Bieler Exekutive zurücktreten muss. Die **SP** schickte nicht ihren vollamtlichen Gemeinderat Pierre-Yves Moeschler, sondern den nebenamtlichen **Erich Fehr** ins Rennen, der als Nachfolger von Stöckli nominiert vollamtlicher Gemeinderat werden sollte. Allerdings bestritt die SVP die Nomination Fehrs. In Biel können 3'000 (ca. 10% der Stimmberechtigten) Personen mit ihrer Unterschrift einen ausserordentlich zu wählenden Kandidierenden infrage stellen, ansonsten er still nachrutscht. Die SVP reichte 3400 Stimmen ein. Dieses Wahlreferendum spaltete die Bieler SVP. Alle Mandatsträger traten aus der SVP aus und gründeten die Bieler Volkspartei. Somit kam es am 28. November nicht nur zur Neubesetzung des Stadtpräsidiums, sondern auch zu eigentlichen Ersatzwahlen für den Gemeinderat. Die SVP trat dazu mit Beat Feurer an und auch Silvia Steidle, nebenamtliche FDP-Gemeinderätin wollte vollamtliches Mitglied werden. Darüber hinaus kandidierten Alfredo Piazza von der Bürgerbewegung Passerelle sowie der parteilose Antonio Cataldo, der bereits zweimal erfolglos angetreten war. Im ersten Wahlgang erreichte keiner der Kandidierenden das absolute Mehr, weder für das Vollamt noch für das Stadtpräsidium. Fehr hatte für beide Ämter die meisten Stimmen erreicht. Schwickert lag im Rennen um das Stadtpräsidium allerdings nur 71 Stimmen zurück. Bei der Vollamtswahl war der Rückstand der zweitplatzierten Steidle auf Fehr gross. Zum zweiten Wahlgang wurden für beide Ämter nur noch die zwei Kandidierenden mit den meisten Stimmen zugelassen. Das Nachsehen hatte dabei die SVP, deren Kandidat nur rund 300 Stimmen hinter Steidle lag und auf beachtliche 2648 Stimmen kam. Im zweiten Wahlgang änderte sich an der Reihenfolge nichts und **Fehr wurde nicht nur vollamtlicher Gemeinderat sondern auch Stadtpräsident**. Der Vorsprung auf Schwickert hatte sich auf 650 Stimmen vergrössert. Damit war nun der

nebenamtliche Gemeinderatssitze vakant, für den die gleichen Spielregeln gelten. Wird der von der SP nominierte Nachfolger nicht bestritten, gilt er als still gewählt. Die SVP hatte bereits Ende Berichtsjahr angekündigt, wieder 3000 Unterschriften sammeln zu wollen. Das gesamte Wahlverfahren für den Gemeinderat wird in Zukunft einfacher werden. Im Berichtsjahr wurde in einer Volksabstimmung die Bieler Exekutive auf fünf vollamtliche Sitze verkleinert und Doppelmandate verboten. Diese Regelung wird erstmals 2012 bei den Gesamterneuerungswahlen zur Anwendung kommen.³⁰

WAHLEN
DATUM: 27.01.2011
MARC BÜHLMANN

Teres Liechti Gertsch rückte als **Nachfolgerin des 2010 gewählten Stadtpräsidenten Erich Fehr** als Mitglied für den nebenamtlichen Gemeinderat nach. In Biel bestimmt die Partei, bei der ausserordentlich ein Sitz frei wird, wer nachnominiert wird. Falls niemand ein Referendum mit 3 000 Unterschriften dagegen ergreift, gilt die Person als gewählt. Die SVP war 2010 mit einem solchen Referendum für die Nachfolge von Hans Stöckli erfolgreich und hatte angekündigt, dieses erneut ergreifen zu wollen. Anfang Berichtsjahr schätzte sie dann aber den personellen Aufwand als zu gross ein und verzichtete. Liechti wird allerdings nur noch bis Ende 2012 nebenamtliche Gemeinderätin sein, weil ab 2013 die Bieler Exekutive nur noch aus fünf hauptamtlichen Gemeinderäten bestehen wird.³¹

WAHLEN
DATUM: 26.08.2012
MARC BÜHLMANN

Mit dem gleichzeitigen Rücktritt von Verena Gick (fdp) und Ernst Wohlwend (sp), der 20 Jahre im Amt und seit 2002 auch Stadtpräsident war, **mussten in Winterthur Ersatzwahlen sowohl für den siebenköpfigen Stadtrat als auch für das Stadtpräsidium abgehalten werden**. Der Kampf um das Präsidialamt, das die SP 2002 erstmals mit Wohlwend in Besitz nehmen konnte, wurde von der CVP angeführt: sie griff mit Polizeivorsteher Michael Künzle an. Die zwei verbliebenen SP-Stadträte – Pearl Pedernana und Nicolas Galladé – stellten sich für ihre Partei hingegen nicht zur Verfügung, so dass die neu portierte Gemeinderätin Yvonne Beutler nicht nur den vakanten SP-Stadtratssitze, sondern auch das Präsidium verteidigen sollte. Obwohl sie bei den letzten Gesamterneuerungswahlen für den Gemeinderat (Legislative) das beste Resultat erzielt hatte, wurden ihr gegen den amtierenden und über die Parteigrenzen hinaus beliebten Künzle kaum Chancen eingeräumt. Die FDP wollte ihren frei werdenden Sitz mit Barbara Günthard-Maier verteidigen. Drei Parteien ritten einen Angriff auf den Stadtrat: bei der SVP, die ihren vor zehn Jahren verlorenen Sitz zurückerobern wollte, hatte die Kronfavoritin Natalie Rickli früh abgesagt. Die Volkspartei schickte deshalb Kantonsrat René Isler ins Rennen. Die EVP wollte mit Nik Gugger, der bei den letzten Gesamterneuerungswahlen 2010 das absolute Mehr zwar erreicht hatte, als Überzähliger aber ausgeschieden war, und die GLP mit Kantonsrat Michael Zeugin in die Winterthurer Stadtregierung einziehen. Mit einem deutlichen Vorsprung **wurde Michael Künzle zum Stadtpräsidenten gewählt**. Er konnte mit 15'104 Stimmen fast doppelt so viele Wählerinnen und Wähler von sich überzeugen als Yvonne Beutler (7'937 Stimmen). Allerdings schaffte die Sozialdemokratin die Verteidigung des SP-Sitzes im Stadtrat ebenfalls klar. Sie übersprang mit 11'892 Stimmen das absolute Mehr als einzige. Die FDP konnte ihren Sitz im ersten Wahlgang hingegen nicht verteidigen: Barbara Günthard-Maier (7'846 Stimmen) lag gar noch hinter Michael Zeugin (7'911 Stimmen). Obwohl René Isler (6'360 Stimmen) noch hinter Nik Gugger (6'393 Stimmen) lag, trat er wie Günthard-Maier und Zeugin noch einmal an. Die Juso schickte den 19jährigen Simon Walter in den zweiten Wahlgang, weil sie eine rein bürgerliche Auswahl verhindern wollte. Es war schliesslich diese Juso-Kandidatur – so wurde jedenfalls in der Presse gemutmasst – **die der FDP zur Verteidigung ihres Sitzes verhalf**. Im zweiten Wahlgang obsiegte Barbara Günthard-Maier nämlich mit 6'843 Stimmen knapp vor Michael Zeugin (6'587), der wahrscheinlich einige Stimmen an Simon Walter (1'303 Stimmen) verloren hatte. Die SVP mit René Isler (4'786) konnte hingegen nicht in die Entscheidung eingreifen. Die Wahlbeteiligung beim ersten Wahlgang lag mit 42,8% mehr als zehn Prozentpunkte höher als beim zweiten (31,3%), was wohl ein weiterer Erklärungsfaktor für die erfolgreiche Verteidigung des FDP-Sitzes war. Die auffällig hohe Zahl an ungültigen Stimmen im ersten Umgang – rund 13% der Wahlzettel zählten nicht – war darauf zurückzuführen, dass viele Wählerinnen und Wähler Michael Künzle zweimal auf den Wahlzettel aufführten, obwohl er als Amtierender nur für das Präsidialamt, natürlich aber nicht für den Stadtrat antrat.³²

Die Wahl von Pierre Maudet (fdp) in den Genfer Regierungsrat zog **Ersatzwahlen für die Stadtregerung** nach sich. Schon kurz nach der Wahl des früheren Maire in die kantonale Exekutive fing sich das Kandidatenkarussell für die Nachfolge zu drehen. Die SVP, die als Gegenzug für ihre Unterstützung für Stauffer (mcg) bei den Ersatzwahlen in den Genfer Staatsrat vom MCG unterstützt wurde, nominierte den Gemeinderat Eric Bertinat. Aber auch die FDP und die CVP kündigten ihre Absicht an, den bürgerlichen Sitz in der linksgrün dominierten Stadtregerung verteidigen zu wollen – erst vor einem Jahr war die Zusammensetzung 2 SP, 1 GP, 1 Ensemble à Gauche (EaG), 1 FDP bestätigt worden. Die Linke hatte damals allerdings auf Kosten des MCG die Mehrheit im Parlament der Stadt verloren. Trotz dieses Umstandes und der deutlichen Regierungsmehrheit kündigte die Partei der Arbeit die Kandidatur von Salika Wenger an, die allerdings mit Ausnahme der Juso auf keine grosse Unterstützung seitens der SP und der GP stiess. Für einige Diskussionen sorgte auch die Kandidatenkür der bürgerlichen Entente aus CVP und FDP. Zwar war man sich einig, dass nur eine Kandidatur aufgestellt werden soll, aber sowohl in der FDP als auch in der CVP gab es valable Kandidaten. Erst Mitte August entschloss sich die FDP, ihren Sitz nicht zu verteidigen und stattdessen den CVP-Kandidaten Guillaume Barazzone zu unterstützen. Der FDP gleich tat es die GLP. Die bürgerliche Einheit wurde allerdings noch vor den Wahlen auf eine harte Probe gestellt: bei der einem Gemeindereferendum unterstellten Frage zum Bau von 50 Fussgängerzonen waren die beiden Bündnispartner nicht gleicher Meinung. Als vierter Kandidat und als Unabhängiger stieg Didier Bonny ins Rennen. Bonny war ein Jahr zuvor aus der CVP ausgetreten nachdem ihm Michel Chevrolet als Kandidat für die damaligen Gesamterneuerungswahlen in den Genfer Stadtrat vorgezogen worden war. Es wurde erwartet, dass der eher links der Mitte politisierende Bonny einige Stimmen aus dem linken Lager auf sich vereinen und dass deshalb ein zweiter Wahlgang möglich werden könnte. Dazu kam es dann aber nicht. **Guillaume Barazzone konnte** – erstmals nach 22 Jahren – **für die Christdemokraten den frei gewordenen Sitz und eine Regierungsbeteiligung in der Genfer Stadtexekutive gewinnen**. Er erhielt die Unterstützung von 44,7% der Stadtgenfer Wahlberechtigten (13'232 Stimmen) und damit mehr als doppelt so viele Stimmen wie der zweitplatzierte Eric Bertinat (6'461 Stimmen). Keine Chancen auf einen Wahlsieg hatten auch Salika Wenger (5'963 Stimmen) und Didier Bonny (3'915 Stimmen). Nach dem Wahlerfolg der Entente bei den kantonalen Ersatzwahlen, spielte die Zusammenarbeit also auch auf kommunaler Ebene. Während Bertinat die mangelnden finanziellen Ressourcen beklagte und darauf hinwies, dass die geringe Partizipationsrate – lediglich 27% hatten an den Ersatzwahlen teilgenommen – ein Zeichen für einen Protest gegen die Stadtregerung und die Entente sei, freute sich Wenger über die 20% Wählerstimmen, die einen neuen Rekord für die PdA bedeuteten.³³

Ende Oktober 2012 hatte der **Zürcher Stadtrat Martin Vollenwyder (fdp)** nach 10jähriger Tätigkeit seinen **Rücktritt** per Mai 2013 angekündigt. Die Ersatzwahlen wurden auf den 3. März angesetzt. Die 9-köpfige Zürcher Stadtexekutive war mit 4 SP-, 2 GP-, 2 FDP- und einem CVP-Sitz seit 2010 deutlich in links-grüner Hand, weshalb die FDP den Sitz von Vollenwyder unbedingt verteidigen wollte. Bereits früh brachte sich deshalb der Freisinnige Marco Camin in Stellung. Er startete seinen aufwändigen Wahlkampf bereits im November 2012 und konnte mit der Unterstützung der bürgerlichen Parteien SVP, CVP und EVP rechnen. Die SVP hatte sich früh entscheiden, keinen eigenen Kandidaten zu portieren. Neben Camin bewarben sich Daniel Hodel (glp), Richard Wolff (al) und der Parteilose Toni Stadelmann. Hodels Ziel war eine breitere Mitte-Allianz, während Wolff als stark in der linken Szene vernetzter Experte in Stadtentwicklung in der Exekutive für einen linken Akzent sorgen wollte. Innerlinke Verstimmungen – die Alternative Linke (al), die über einen Wähleranteil von rund 4% verfügte, war im Parlament bei der gemässigten Linken mit extremen Forderungen ab und zu angeeckt – aber auch taktische Überlegungen – insbesondere die befürchteten Schwierigkeiten, bei den 2014 anstehenden Gesamterneuerungswahlen die eigenen Sitze bei einer starken bürgerlichen Minderheit verteidigen zu können – führten dazu, dass die SP Stimmfreigabe beschloss und der ideologisch eigentlich nahe stehende Wolff nur von der Juso und aufgrund eines äusserst knappen Parteibeschlusses auch von der GP offiziell unterstützt wurde. Hodel und Stadelmann fanden jeweils nur Unterstützung in der eigenen Partei. Wie erwartet brachte der erste Wahlgang vom 3. März noch keine Entscheidung, das absolute Mehr (30'339) wurde von keinem der vier Kandidaten übersprungen. Zur Überraschung vieler lag Richard Wolff (al) mit 22'050 Stimmen nur sehr knapp hinter Marco Camin (24'184 Stimmen). Hodel (12'185 Stimmen) und Stadelmann (538 Stimmen) konnten hingegen nicht entscheidend eingreifen. Während Camin fünf Wahlkreise für sich entscheiden konnte, holte Wolff deren vier. Auffallend war, dass Camin in den SVP-Hochburgen zwar einige Stimmen holte, dort die

Wahlbeteiligung aber unterdurchschnittlich ausfiel. Camin wurde vorgeworfen, zu wenig pointiert und zu wenig bürgerlich aufgetreten zu sein. In der Presse wurde gemutmasst, dass Camin zu leichtgewichtig sei. Hinter vorgehaltener Hand wurde gar ein Kandidatenwechsel gefordert. Camin selber hob hervor, dass er von den vier Kandidierenden am besten abgeschnitten habe, versprach aber – wohl auch auf Druck der SVP, die Wolff verhindern wollte – seine bürgerliche Position deutlicher zu machen. Insgesamt nahmen am ersten Wahlgang 34,6% der Wahlberechtigten teil. Für den zweiten Umgang, der auf den 21. April angesetzt wurde, zog sich Hodel zurück. Die GLP beschloss gleichzeitig Stimmfreigabe. Stadelmann hingegen wollte noch einmal antreten. Die SP entschied, auch für den zweiten Umgang auf eine Empfehlung zu verzichten; dies wohl auch aufgrund des Mitte März angekündigten Rücktritts ihres Stadtrates Martin Waser (sp). Die von Camin geschalteten, ganzseitigen Inserate mit verdeutlichter bürgerlicher Position ernteten nicht nur Beifall von Seiten der SVP, sondern sicherten dem Freisinnigen auch die Unterstützung durch die Volkspartei zu. Eher unerwarteten Sukkurs erhielt Camin auch vom grünen Stadtrat Daniel Leupi, der sich für eine angemessene bürgerliche Vertretung in der Stadtexekutive aussprach. Schliesslich schaltete auch die CVP Inserate, auf denen sie vor Wolff warnten und Camin empfahlen. Wolff selber machte sich noch einmal für Wohnungsfragen und den gemeinnützigen Wohnungsbau, aber auch für den öffentlichen und den Langsamverkehr stark. Die Bemühungen der Bürgerlichen wurden nicht belohnt. Wohl auch aufgrund der geringen Stimmbeteiligung von 28,3% und der besseren Mobilisierung durch die Linke **zog überraschend Richard Wolff und nicht Marco Camin in die Zürcher Stadtexekutive ein**. Camin, der mit 26'865 Stimmen nur gerade 695 Zähler hinter Wolff (27'550 Stimmen) lag, – Stadelmann kam auf lediglich 761 Stimmen – wurde erneut vorgeworfen, dass er das bürgerliche Profil zu lange weichgezeichnet habe. In der bürgerlichen Presse wurde des Weiteren die Frage gestellt, ob sich Wolff vom oppositionellen Linksausen tatsächlich zum Exekutivpolitiker wandeln würde. Erschwerend kam hinzu, dass Wolff ausgerechnet das Polizeidepartement zugewiesen wurde. Dies wurde von linker Seite zwar als Vertrauensbeweis, von rechts aber als Affront gewertet: ein „Aktivistenfreund“ sollte nicht Polizeivorstand sein dürfen, liess sich etwa die SVP vernehmen. Als Folge der Wahlschlappe schworen sich die Bürgerlichen, allen voran die enttäuschte FDP und die „tief besorgte“ SVP auf die anstehenden Gesamterneuerungswahlen ein. Ein bürgerlicher Schulterchluss sei jetzt erst recht von Nöten. Bald nach den Ersatzwahlen brachten sich mit den Nationalräten Doris Fiala (fdp) und Filippo Leutenegger (fdp) zwei Schwergewichte für die Wahlen 2014 ins Gespräch. Auch die Linke kündigte Mitte September – nachdem sich Wolff ein paar Mal bewähren konnte – einen Schulterchluss für die Wahlen 2014 an, mit dem die Verteidigung der sieben Sitze gelingen sollte.³⁴

WAHLEN
DATUM: 30.11.2014
MARC BÜHLMANN

Anfang Juni erklärte **Fredy Brunner (fdp)** seinen **Rücktritt per Ende März 2015** aus dem fünfköpfigen St. Galler Stadtrat, der mit zwei FDP-, zwei CVP- und einem parteilosen Regierungsmitglied besetzt ist. In einer knappen parteiinternen Ausmarchung zwischen Barbara Frei und Marco Huwiler entschieden sich die FDP-Delegierten für die 56-jährige Stadtparlamentarierin, die den Sitz verteidigen sollte. Die SP kündigte früh an, den FDP-Sitz anzugreifen und den 2012 verlorenen Sitz wieder zurückholen zu wollen. Die SP war zwar wählerstärkste Stadtpartei, hatte ihre Regierungsbeteiligung aber nach 94 Jahren ununterbrochener Exekutivpräsenz bei den letzten Wahlen 2012 verloren. Die Genossen schickten den **Bezirksgerichtspräsidenten Peter Jans (sp)** ins Rennen. Die SVP verzichtete hingegen, nachdem sie keine überzeugende Kandidatur aufbauen konnte. Auch die CVP – als traditionelle Partnerin der FDP in der Stadt St. Gallen – wollte nicht an den Ersatzwahlen teilnehmen, wie auch die GLP und die GP. Es kam somit zu einem Zweikampf zwischen Jans und Frei, der nur vom parteilosen This Bürge, Sekretär der Organisation Solidarische Schweiz, gestört wurde. Dieses Szenario sprach eher für die FDP-Kandidatin, weil für sie ein geschlossener Bürgerblock zum Sieg reichte, während Jans auch Stimmen aus der Mitte benötigte. Diese konnten ev. aus der CVP und der BDP stammen, die beide keine Wahlempfehlung abgaben. Frei wurde allerdings von der SVP und vom städtischen Gewerbe unterstützt. Jans erhielt Wahlempfehlungen von den Grünen, der EVP, der GLP sowie städtischen Umweltverbänden und Gewerkschaften. Aufgrund der Kampagne hätte man ein Kopf-an-Kopf-Rennen und einen zweiten Wahlgang erwarten können, das Ergebnis der Ersatzwahl Ende November war dann aber überraschend eindeutig. Anders als erwartet schaffte es Barbara Frei nicht, die bürgerlichen Reihen zu schliessen. Vielmehr schien die städtische St. Galler Wählerschaft den Anspruch der SP auf eine Regierungsbeteiligung anzuerkennen. Letztlich erhielt **Jans 10'130 Stimmen**, also rund 3'000 Stimmen mehr als Frei (7'035 Stimmen) und **übersprang dabei im ersten Wahlgang das absolute Mehr** (9'868 Stimmen). Bürge konnte mit 2'405 Stimmen einen

Achtungserfolg feiern. Wohl auch aufgrund der gleichzeitig stattfindenden eidgenössischen Abstimmungen lag die Wahlbeteiligung relativ hoch bei 45,8%, also noch höher als bei den Gesamterneuerungswahlen von 2012 (40,1%).³⁵

WAHLEN
DATUM: 02.04.2017
DIANE PORCELLANA

Matthias Gfeller (ZH, verts) a déposé sa **démission de l'exécutif de la ville de Winterthour** pour des motifs de santé. Pour le remplacer, le PS a nommé Christa Meier comme adversaire au candidat vert Jürg Altwegg. Le parti, estimant que les écologistes n'avaient aucune chance face au candidat bourgeois Daniel Oswald (udc), espérait ainsi renforcer la présence centre-gauche à l'exécutif de la ville. Le PEV a lancé Barbara Huizinga-Kauer. Les Vert'libéraux ont proposé Michael Zeugin, qui avait déjà échoué lors des élections de 2010 et 2012, comme une alternative entre les pôles droit et gauche. Daniel Oswald et Christa Meier partaient favoris grâce à un électorat fort. Le PLR a affiché son soutien pour le seul candidat bourgeois. Le PDC, quant à lui, n'a donné aucune consigne.

Avec une participation de 42.9% et une majorité absolue fixée à 13'268 voix, Daniel Oswald arrive en tête avec 7'451 suffrages. Il est suivi par Christa Meier (6'209 voix), Jürg Altwegg (5'336), Michael Zeugin (4'500) et finalement Barba Huizinga-Kauer (2'127). Pour contrer l'ascension bourgeoise, le PS et le PEV abandonnent la course afin de mettre toutes les chances du côté des verts. Le PLR, le PDC et le PBD recommandent Daniel Oswald. Les Vert'libéraux laissent le choix libre.

Lors du second tour, avec une participation de 35.9%, Jürg Altwegg l'emporte largement avec 14'257 voix contre 8'624 suffrages pour Daniel Oswald. Ainsi, le siège vert est maintenu.³⁶

WAHLEN
DATUM: 26.11.2017
DIANE PORCELLANA

En mai 2017, Nino Cozzio (SG, pdc) annonçait sa **démission de l'exécutif de la ville de St-Gall** en raison de son cancer. Pour lui succéder, cinq personnes se sont lancées dans la course, à savoir Boris Tschirky (pdc), Sonja Lüthi (pvl), Jürg Brunner (udc), Ingrid Jacober (verts) et Andri Bösch (juso). Le budget de campagne du candidat PDC avoisinait 50'000 CHF, alors qu'Andri Bösch n'avait prévu que 1'500 CHF et ne pouvait pas compter sur la recommandation du PS.

Lors du premier tour, le 24 septembre 2017, avec une participation de 46%, personne n'a atteint la majorité absolue fixée à 9'976 suffrages. Boris Tschirky arrive en tête avec 6'872 voix, suivi de Sonja Lüthi (5'844 suffrages), Jürg Brunner (3'133 voix), Andri Bösch (2'255 voix) et Ingrid Jacober (1'769 voix).

Pour le deuxième tour, le démocrate-suisse Roland Uhler s'est présenté, sans réelle chance de se faire élire. Le PLR a affiché à nouveau son soutien pour le candidat PDC. Il souhaitait barrer la route à Sonja Lüthi pour maintenir un second siège bourgeois à l'exécutif de la ville. En se distançant de la position de son parti, l'ancien candidat Jürg Brunner supportait Sonja Lüthi. Il accusait Boris Tschirky de faire preuve d'opportunisme. La vert'libérale pouvait également compter sur les voix du PS ainsi que sur l'appui des associations de la nature. Avec une participation plus faible qu'au premier tour, à 40.3%, Sonja Lüthi l'emporte avec 10'096 voix. Son principal adversaire totalise 6'966 suffrages et Roland Uhler 668 voix. Par conséquent, l'exécutif de la ville prend un virage à gauche et le PDC n'est, pour la première fois depuis 100 ans, plus représenté.³⁷

WAHLEN
DATUM: 07.07.2019
ELIA HEER

Anfangs April 2019 gab die Winterthurer Finanz-Stadträtin Yvonne Beutler (sp) überraschend ihren Rücktritt bekannt – nur rund ein Jahr nach ihrer von den Medien damals als «glanzvoll» bezeichneten Wiederwahl bei den Stadtratswahlen von 2018, als sie mit Abstand am meisten Stimmen geholt hatte. Beutler begründete ihren Entscheid damit, dass sie eine «neue berufliche Herausforderung» annehmen wolle.

Die **Ersatzwahl** für Beutlers freigewordenen Sitz in der **Winterthurer Stadtregierung** wurde von der Stadt auf den 7. Juli 2019 gelegt. Die SP portierte den 40-jährigen Kaspar Bopp (ZH, sp). Bopp hatte sich 2016 nach vier Jahren im Stadtparlament vorläufig aus der Politik zurückgezogen. Herausgefordert wurde Bopp von der Grünliberalen Annetta Steiner (ZH, glp), welche seit neun Jahren im Stadtparlament politisierte. Bopp und Steiner blieben die einzigen Kandidierenden, denn für die SVP, welche nur ein Jahr zuvor ihren Regierungssitz verloren hatte, meldete sich keine Kandidatin und kein Kandidat und die Partei beschloss stattdessen Stimmfreigabe. Die FDP stellte ebenfalls keine Kandidatur, entschied aber, eine offizielle Wahlempfehlung für Steiner abzugeben.

Für einiges Aufsehen im Wahlkampf sorgte die Wahlempfehlung des VCS, welcher,

getreu seinen eigenen Regeln, das kantonale VCS-Vorstandsmitglied Steiner zur Wahl empfahl, was viele Personen aus dem links-grünen Lager empörte. Insgesamt schienen die beiden Kandidierenden in vielen Positionen übereinzustimmen. Differenzen gab es aber beispielsweise bei der Finanzpolitik oder der Altersvorsorge.

Das Resultat am Wahlsonntag fiel relativ deutlich aus. Kaspar Bopp holte 9'993 Stimmen und übertraf damit das absolute Mehr von 9'131 Stimmen bereits im ersten Wahlgang. Steiner holte 7'335 Stimmen und musste sich geschlagen geben. Die Stimmbeteiligung betrug 27.7 Prozent. Bopp trat im November 2019 den Posten als Finanzvorsteher an.³⁸

WAHLEN
DATUM: 23.08.2020
ELIA HEER

Die Vorsteherin des Departements Sicherheit und Umwelt in der **Winterthurer Stadtregerung**, Barbara Günthard-Maier (ZH, fdp), kündigte im April 2020 überraschend ihren Rücktritt per Ende Jahr an. Sie gab nach acht Jahren im Stadtrat ihr Amt ab und wechselte in die Kommunikationsabteilung des EDA. Günthard-Maiers Rücktritt war schon der dritte unerwartete Abgang aus dem Winterthurer Stadtrat seit 2016. Erst ein Jahr zuvor hatte die damalige Finanzvorsteherin Yvonne Beutler den Hut gezogen. Die Stadt setzte den Termin für die **Ersatzwahl** auf den 23. August 2020.

Im Rennen um Günthard-Maiers Nachfolge präsentierte die städtische FDP noch am gleichen Tag der Rücktrittsankündigung ihren Kandidaten, nämlich ihren Fraktionspräsidenten im Grossen Rat, Urs Hofer (ZH, fdp). Konkurrenz bekam Hofer von den Grünliberalen, welche Kantonsrätin Katrin Cometta (ZH, glp) portierten. Comettas Kandidatur war bereits der siebte Anlauf der GLP auf die Eroberung eines Winterthurer Stadtregerungssitzes. Alle bisherigen Versuche waren gescheitert. Die Partei hatte in Winterthur allerdings inzwischen mit 14.3 Prozent Wähleranteil (gemessen an den Ergebnissen der Nationalratswahlen 2019 der Stadt Winterthur) die in der Regierung doppelt vertretene FDP (10.6% Wähleranteil) überholt. Die SP verzichtete derweil auf eine eigene Kandidatur. Mit drei Mitgliedern sei die Partei im Stadtrat bereits sehr gut vertreten, so die Sozialdemokraten. Die SP empfahl stattdessen Cometta zur Wahl – dies taten auch die Grünen und die EVP.

Die Unterstützung dieser Mitte-Links-Allianz reichte Katrin Cometta wohl zum Sieg. Sie holte 12'125 Stimmen und übertraf damit das absolute Mehr von 11'140 Stimmen. Urs Hofer kam derweil nur auf 9'620 Stimmen. Die Wahlbeteiligung lag bei 33.5 Prozent. Damit zogen die Grünliberalen zum ersten Mal in die Winterthurer Stadtregerung ein.³⁹

WAHLEN
DATUM: 04.10.2021
ELIA HEER

Im August 2021 erlitt der Luganeser Stadtpräsident und ehemalige National- und Tessiner Staatsrat Marco Borradori (TI, lega) überraschend einen Herzstillstand und verstarb kurz darauf. Borradori galt laut Medienberichten als einer der beliebtesten Politiker des Kantons und war nur wenige Monate zuvor mit dem besten Resultat aller Kandidierenden erneut in den Stadtrat Luganos gewählt worden.

Da die Exekutive in Lugano per Proporzverfahren gewählt wird, war keine Ersatzwahl für Borradoris **Nachfolge im Luganeser Stadtrat** nötig. Stattdessen fiel der freigewordene Regierungssitz dem nächsten Kandidaten auf der gemeinsamen Liste der Lega dei Ticinesi und der SVP, auf der Borradori gewählt worden war, zu. Auf dieser Position befand sich bei den letzten Wahlen Tiziano Galeazzi (TI, svp), der den Posten nach kurzer Bedenkzeit annahm. Damit zog die SVP zum ersten Mal überhaupt in die Luganeser Stadtregerung ein. Die Nachfolge Borradoris als Stadtpräsident trat Michele Foletti (TI, lega) an. Foletti war bis vor Borradoris Tod Vize-Stadtpräsident gewesen und hatte das Amt danach interimistisch übernommen. Er war der einzige Kandidat für den Posten und wurde deshalb am 4. Oktober 2021 in stiller Wahl zum Stadtpräsidenten gewählt. Die Regierung hatte jedoch in der neuen Zusammensetzung keinen guten Start. Zuerst erzürnten sich Galeazzi und die SVP darüber, dass Galeazzi von den anderen Stadträten und Stadträtinnen das Finanzdossier verwehrt wurde und er stattdessen mit dem Amt für Beratung und Verwaltung Vorlieb nehmen musste. Und kurz darauf kam es auch noch zu einem Streit zwischen der Lega und der FDP um den Posten des Vize-Stadtpräsidenten. Lega-Vertreter Lorenzo Quadri (TI, lega) erhob Anspruch darauf, weil er bei den letzten Wahlen von den amtierenden Stadträtinnen und Stadträten hinter Foletti am zweitmeisten Stimmen geholt hatte. Die FDP machte derweil unter anderem die Konkordanz geltend sowie den Fakt, dass sie im Gemeinderat, der städtischen Legislative, seit den letzten Wahlen die stärkste Fraktion stellte. Mit Hilfe der Stimmen von Parteikollegin Karin Valenzano Rossi (TI, fdp) sowie der SP-Vertreterin Cristina Zanini Barzaghi (TI, sp) und dem kürzlich gewählten CVP-Vertreter Filippo Lombardi (TI,

cvp) wurde Roberto Badaracco (TI, fdp) von einer 4-zu-3-Mehrheit zum neuen Vize gewählt.⁴⁰

Ständeratsersatzwahlen

WAHLEN
DATUM: 29.04.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

An der Nidwaldner Landsgemeinde verlief die Wahl des am CVP-Parteitag, nicht aber von der Delegiertenversammlung als Nachfolger Norbert Zumbühls nominierten **Peter Josef Schallberger** gegen seinen freisinnigen Kontrahenten Uli Sigg derart knapp, dass nach dreimaligem Handerheben ausgezählt werden musste.⁴¹

WAHLEN
DATUM: 29.04.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Bestätigungswahl von **Niklaus Kächler (cvp)** an der Sarner Landsgemeinde im Kanton Obwalden war unbestritten.⁴²

WAHLEN
DATUM: 24.04.1994
EVA MÜLLER

An der Landsgemeinde in Nidwalden wurde der amtierende Ständerat **Peter Josef Schallberger (cvp)** erwartungsgemäss bestätigt. Ebenfalls erwartungsgemäss wurde an der Landsgemeinde in Obwalden Ständerat **Niklaus Kächler (cvp)** für eine weitere Amtsperiode gewählt.⁴³

-
- 1) Elections cantonales et communales 2016
 - 2) Elections communales et cantonales 2017
 - 3) Elections cantonales et communales 2018
 - 4) Presse vom 30.4.90.
 - 5) Bund, 6.5.91.
 - 6) NZZ, 3.5.93.
 - 7) NZZ und SGT, 3.5.93 und 7.6.93; NZZ und SGT, 29.4.93.
 - 8) NZZ, 6.2. und 19.3.90; LNN, 13.3.90.
 - 9) Presse vom 30.4.90; LNN, 2.5. und 2.7.90; NZZ, 30.5.90; Vat., 2.5.90.
 - 10) LNN, 26.4. und 30.4.90; NZZ, 24.4.90; Vat., 30.4. und 2.5.90.
 - 11) SGT und NZZ, 26.4. und 30.4.90.
 - 12) SGT, 30.4.90; NZZ, 13.3. und 30.4.90.
 - 13) Presse vom 25.4.1994.
 - 14) NZZ, 25.4.94.
 - 15) Presse vom 25.4.94; LZ und NZZ vom 25.4.94.
 - 16) Ergebnisse Landsgemeinde 2015; Landsgemeindemandat 2015; Protokoll Landsgemeinde 2015; APZ, 9.4., 10.4.15; NZZ, 23.4., 27.4.15
 - 17) Résultats Landsgemeinde 2019; AVF, 8.11.18; APZ, 11.12.18; AVF, SGT, 12.3.19; AVF, 4.4., 6.4.19; APZ, 6.6.19
 - 18) SGT, 9.1.20; APZ, AVF, 7.3.20; AVF, 3.6.20; AVF, 9.7.20; APZ, 15.7.20; AVF, 23.7., 14.8.20; APZ, AVF, 22.8.20; APZ, AVF, 24.8.20
 - 19) Presse vom 27.4.92.
 - 20) Presse vom 27.4.92.
 - 21) Presse du 4.7.79; TW, 5.9.79; Bund, 18.10. et 22.10.79.
 - 22) LNN, 19.3.84, 21.5.84; Vat., 19.3.84, 13.4.84, 21.5.84; NZZ, 18.5.84.
 - 23) Presse vom 3.5.93; Presse vom 27.1.93; BZ, 9.3.93; Ww, 18.3.93.
 - 24) 24h und LT, 21.1.-25.3.00; NZZ, 7.3.00; TA, 8.3. und 25.3.00; Presse vom 13.3.00; Presse vom 27.3.00.
 - 25) TA, 5.1.-20.2.01 und 15.3.-24.3.01; NZZ, 12.1.-24.1.01 und 21.3.01; Presse vom 5.3.01; Presse vom 2.4.01; NZZ und TA, 22.9.01; NZZ und TA, 1.10. und 2.10.01; NZZ und TA, 31.10.01; NZZ und TA, 22.11.01
 - 26) TA, 12.-15.4., 28.4., 7.5., 23.5., 9.6. und 23.6.05; NZZ und TA, 6.6.05; NZZ und TA, 11.7.05.
 - 27) SGT, 21.6.-16.9.06; SGT, 25.9.06.
 - 28) Wahlen vom 1.6.08; Presse vom 2.6.08. Wahlkampf: TA, 1.3., 15.3., 22.3., 5.4., 9.4. und 10.4.08; NZZ, 3.3., 11.-12.3., 1.-2.4., 16.-17.4. und 6.5.08.
 - 29) Bund, 3.1.09; TA, 7.1. und 12.1.09; NZZ, 7.1.09; AZ, 20.1.09; LT, 2.2.09; NLZ, 6.2.09; Presse vom 9.2.09; NZZ, 10.2.09; TA, 13.2.09; Presse vom 30.3.09; TA, 9.6.09
 - 30) Bund und BZ, 17.7., 10.9. und 16.10.10; Bund und BZ, 29.11.10; Bund und BZ, 30.11.; und 1.12.10; Bund und BZ, 20.12.10; Bund und BZ, 27.9.10
 - 31) Bund, 27.1.11; AZ, 28.1.11.
 - 32) TA, 14.3., 17.3., 21.3., 3.4. und 30.5.12; TA, 18.6.12; TA, 19.6. und 20.6.12; TA, 27.6.12
 - 33) LT, 20.6.12; TG, 22.6., 13.7., 18.7., 14.8., 16.8. und 17.8.12; LT, 18.8. und 18.9.12; TG, 31.10.12; Presse vom 5.11.12
 - 34) Presse vom 4.3.13; NZZ, 5.1. und 9.1.13; TA, 16.1.13; NZZ und TA, 18.1. und 23.1.13; NZZ, 31.1. und 12.2.13; NZZ und TA, 16.2.13; NZZ, 17.2.13; Presse vom 22.4.13; NZZ, 24.4.13; WW, 25.4.13; NZZS und So-Bli, 28.4.13; NZZ, 29.4., 16.5., 17.5., 4.6., 5.6., 7.6., 11.9. und 11.11.13; TA, 2.12.13; NZZ, 5.3., 6.3., 11.3., 12.3., 16.3., 30.3., 5.4., 6.4. und 12.4.13.
 - 35) SGT, 12.6., 13.6., 24.6., 3.7., 22.8., 22.11.14; SGT, 1.12.14
 - 36) Résultats 1er tour; Résultats 2nd tour; TA, 2.11., 9.11.16, 3.2., 13.2., 15.2., 17.2., 25.3., 3.4.17
 - 37) SGT, 19.12.16, 4.5., 28.6., 14.8., 19.8., 22.8., 24.8., 25.8., 26.8., 30.8., 2.9., 16.9., 19.9., 25.9., 26.9., 2.10., 24.10., 26.10., 2.11., 14.11., 16.11., 20.11.17; NZZ, SGT, 27.11.17
 - 38) TA, 4.4.19; NZZ, 2.7., 8.7.19
 - 39) NZZ, 30.4.20; TA, 20.5.20; NZZ, 11.8., 24.8.20
 - 40) AZ, Blick, 12.8.21; CdT, NZZ, 13.8.21; CdT, 31.8., 3.9., 4.9., 21.9., 8.10.21; NZZ, 16.10.21
 - 41) NZZ, 30.4.90; Vat., 9.2.90; LNN, 14.4. und 30.4.90.
 - 42) NZZ, 30.4.90; Vat., 9.2.90; LNN, 14.4. und 30.4.90.
 - 43) NZZ und LZ, 25.4.94.